



**HAL**  
open science

# L'analyse économique des espaces ruraux : comment l'économie régionale s'enrichit pour traiter des enjeux de durabilité ?

Cécile Détang-Dessendre

## ► To cite this version:

Cécile Détang-Dessendre. L'analyse économique des espaces ruraux : comment l'économie régionale s'enrichit pour traiter des enjeux de durabilité ?. INRA sciences sociales, 2018, 3-4/2018 (3). hal-03217341

**HAL Id: hal-03217341**

**<https://hal.inrae.fr/hal-03217341>**

Submitted on 4 May 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



## 30 ANS D'INRA SCIENCES SOCIALES

### L'analyse économique des espaces ruraux : comment l'économie régionale s'enrichit pour traiter des enjeux de durabilité ?

*Plusieurs analyses rétrospectives retracent les évolutions longues des recherches sur les dynamiques économiques des espaces ruraux (Perrier-Cornet, 2017 ; Aubert et Schmitt, 2014 ; Jeanneaux et Perrier-Cornet, 2014 ; Blancard et al., 2016) qui illustrent l'évolution du regard porté sur ces espaces. Il n'est pas question de refaire ici, en accéléré, cet état des lieux mais d'éclairer, en s'appuyant sur les grandes inflexions qu'ont connues les réflexions et leur écho (ou leur absence) dans Inra Sciences Sociales, les questions insuffisamment couvertes (ou bien délaissées) et quelques grands enjeux de recherche à prendre en considération.*

#### L'économie régionale au service de l'analyse des espaces ruraux

Jusqu'à la fin des années 1980, dans les recherches en économie, « rural » rimait avec « agricole ». Or, les espaces ruraux ont connu des mutations économiques et sociales importantes (Schmitt et al., 1998) parmi lesquelles (i) le caractère de moins en moins agricole des économies rurales et (ii) l'étalement urbain et le développement des franges périurbaines modifiant le profil des résidents des espaces périphériques. Les grilles d'analyse convoquées vont alors profondément évoluer. Un papier de 1994 dans l'*European Review of Agricultural Economics* est à ce titre emblématique et fondateur (Cavailhès et al., 1994), papier dont Inra Sciences Sociales (ISS) se fait l'écho au travers d'un dossier spécial publié la même année. Les dynamiques des activités économiques (agriculture, industrie, emploi...) d'un côté et des populations de l'autre (démographie et mobilités) sont analysées dans le cadre des avantages comparatifs. Le rôle de ces dynamiques de population et d'activité dans la structuration des territoires et la relation ville-campagne (urbanisation, polarisation) sont alors étudiés. Ce dossier spécial ISS de 1994 est complété en 1996 par un nouvel ISS sur la situation professionnelle des jeunes ruraux peu qualifiés. Dans la suite, la publication en 1998 d'un ouvrage INRA-INSEE dans la collection

« Contours et Caractères » (Schmitt et al., 1998) capitalise les résultats factuels issus de cette décennie de recherche sur les espaces ruraux et un ISS Inra-Insee, publié en 2000, est consacré à une analyse de la situation démographique contrastée des espaces à partir des résultats du recensement de 1999.

Les travaux de Krugman (1991) et le développement de l'économie géographique a tout particulièrement dynamisé les recherches sur la localisation des activités et des emplois au cours des années 1990 et 2000 et les équipes Inra ont alors porté une position originale en mobilisant ce cadre théorique<sup>1</sup> pour rendre compte de la dispersion des activités et des populations (et non la seule agglomération), en s'appuyant sur certaines spécificités des marchés fonciers et du travail. Aux côtés de ces mécanismes de marché, les externalités marshalliennes gardent encore une place importante pour expliquer les différenciations régionales par les gains à l'agglomération. Le travail présenté par Charlot et Duranton dans l'ISS n° 3/2006 illustre les apports de ces approches.

1. Notons que B. Schmitt et C. Gaigné ont assuré, au début des années 2000, la traduction française de l'ouvrage de Fujita et Thisse : *Economics of Agglomeration: Cities, Industrial Location, and Regional Growth*, Cambridge University Press, mai 2002, 478 p. (trad. française : Gaigné C., Schmitt B.), 2003 – *Economie des villes et de la localisation*. Bruxelles : De Boeck Editions, 559 p.

En distinguant les effets directs de l'agglomération de l'effet de l'utilisation des TIC sur la productivité, ils montrent les limites du rôle des TIC sur le redéploiement des activités économiques, notamment au bénéfice des zones rurales.

## L'analyse de l'action publique en faveur du développement rural

Les inégalités socio-spatiales, un des éléments justifiant l'intervention publique en faveur des zones moins favorisées, ont fait l'objet de travaux en économie, sociologie (voir la note sur l'analyse sociologique des espaces ruraux), mais aussi en histoire. L'ISS n° 4/2009 reprenant un travail sur les inégalités de patrimoine entre 1820 et 1939, montre que, sur cette période, les inégalités de patrimoine en France sont essentiellement tirées par des inégalités au sein des espaces ruraux.

L'analyse et l'évaluation des politiques de développement rural ont été très tôt inscrites à l'agenda de recherche. Le premier ISS qui aborde ces questions paraît en 1995 et propose une évaluation qualitative des effets des mesures relevant de l'objectif 5b (promouvoir le développement des zones rurales fragiles) de la politique de cohésion mise en place dès 1986 par l'Union européenne. Le grand défi des travaux alors menés porte sur la reconstitution des montants alloués en fonction des objectifs ciblés. Face aux impacts limités des instruments mis en œuvre, des travaux en économie publique interrogent la justification des politiques de développement rural sous l'angle de l'équité et de l'intérêt général. Ces réflexions sont présentées dans un second dossier ISS publié en 2003, aux côtés des thèmes déjà présents dans le dossier de 1994 (dynamique des populations, des activités et des emplois). L'organisation de l'action publique en faveur des espaces ruraux est analysée avec les outils de l'économie publique, notamment du fédéralisme fiscal, qui permettent d'approcher l'organisation spatiale optimale de l'action publique, les enjeux de la coopération et les questions de concurrence fiscale. Enfin, les réformes successives des politiques de développement rural avec leur introduction dans le second pilier de la politique agricole commune (PAC) feront aussi l'objet de recherches au cours des 20 dernières années et sont présentées dans ISS en 2007 et 2011 (contribution à un numéro spécial consacré à la PAC). L'évaluation ex-post des mesures (du programme de développement rural hexagonal, mais aussi des politiques de développement régional) a été développée plus récemment, en recourant à l'économétrie des effets de traitement, combinée à la constitution de bases de données favorisant les évaluations quantitatives.

## Prise en compte des considérations environnementales

La dimension environnementale dans l'analyse du développement des espaces ruraux est prise en compte sur deux plans : (i) les dotations en biens de nature et leur capacité d'attraction ou leur rôle dans les fonctions de production ; (ii) les externalités, positives ou négatives de l'agglomération et de la dispersion des activités et des populations. Aucun de ces travaux n'a, à ce jour, fait l'objet d'un ISS.

Le rôle des aménités naturelles dans les choix de localisation résidentielle sur le gradient urbain-rural a constitué un premier domaine d'investigation introduisant la dimension environnementale en économie urbaine. Avec la prise en compte des préférences de certains ménages pour les aménités rurales (calme, verdure, structures paysagères, moindre pollution, etc.), les choix résidentiels ne résultent plus uniquement d'un arbitrage entre coût du transport entre le lieu de résidence et centre-ville et coût du logement (Legras, 2016).

La valeur accordée aux différents attributs des paysages est le plus souvent mesurée par la méthode des prix hédoniques. Le développement économique d'un territoire (résidentiel, emploi, infrastructures...) peut dégrader en retour son environnement. Ces phénomènes sont étudiés sous diverses facettes et ne sont ici rappelés que ceux traitant du lien entre aménagement du territoire et environnement. La question de la forme urbaine à promouvoir est au cœur des débats (Gagné *et al.*, 2012) : ville compacte vs étalement urbain, ville mono ou polycentrique, etc. Les travaux montrent que la réponse n'est pas univoque et dépend en particulier de la définition de la performance environnementale de la ville (énergétique, pollution des eaux, gaz à effets de serre, etc.).

La question foncière offre une autre clé d'entrée sur les préoccupations environnementales. Ainsi, le changement d'usage des sols va impacter tant l'environnement que le développement économique des territoires (Chakir et Le Gallo, 2013). La concurrence entre les usages et les conséquences sur le prix de terre est une autre façon de considérer le rôle du foncier sur le développement rural (Cavailhès et Wavresky, 2003).

## Quelques pistes pour la recherche

Les dynamiques des populations et des activités sur le gradient urbain-rural restent un enjeu de connaissance qu'il ne faut pas abandonner et même développer du point de vue des interactions entre localisation des ménages et des entreprises, car leur compréhension sert de socle pour réfléchir l'aménagement durable du territoire national. D'un point de vue méthodologique, les collaborations entre économie et géographie ont par ailleurs contribué à l'originalité des travaux sur ces questions, la seconde apportant une représentation et une modélisation des phénomènes spatiaux très complémentaires aux travaux d'économétrie spatiale. C'est le cas en particulier des travaux sur la valeur des paysages (Cavailhès *et al.*, 2009), l'accessibilité aux services publics et aux marchés locaux du travail (Hilal, 2010) ou encore sur les usages des sols (Vizzari *et al.*, 2018). Ces collaborations, qui ont d'ailleurs contribué à la production de 5 ISS, sont à poursuivre et à renforcer. Dans ce cadre, le rôle des transports des personnes comme des marchandises dans le développement économique et l'organisation du territoire est à creuser, à la suite des travaux théoriques engagés par exemple par Denant-Boemont *et al.* (2018).

Cette question des transports nous conduit à élargir la réflexion pour promouvoir un travail sur les villes durables et les enjeux d'approvisionnement urbain et de systèmes alimentaires urbains. Il s'agit alors de bien comprendre les conséquences en matière d'organisation des marchés, mais aussi de politiques publiques de l'impératif de nourrir une population agglomérée alors que la production alimentaire est dispersée. Les questions posées dans le rapport Dualine (Gagné, 2011) sont plus que jamais d'actualité, renforcées même par l'urgence climatique. Le premier axe propose de travailler sur la localisation des activités de production, transformation et distribution, en tenant compte des problématiques de logistique et des enjeux environnementaux associés. Le second axe propose une réflexion sur l'organisation spatiale et la gouvernance des systèmes alimentaires et leurs impacts environnementaux. Une entrée par les dynamiques foncières (artificialisation, concurrence pour l'usage des sols et dynamique agricole) et leurs impacts environnementaux pourrait compléter la compréhension de l'articulation entre espaces ruraux et maillage urbain.

Tout en poursuivant les travaux engagés sur l'évaluation ex-post des politiques dédiées au développement des territoires,

il est important de travailler, d'une part, sur l'impact des politiques multi-objectifs et, d'autre part, l'articulation entre les différents instruments dédiés ou non aux territoires ruraux, qui en intervenant simultanément, peuvent se compléter ou œuvrer en opposition. Enfin, questionner les fondements

économiques, mais aussi philosophiques, de l'intervention publique à visée d'aménagement du territoire permettra de consolider l'analyse que l'on en fait.

**Cécile Détang-Dessendre**

INRA, UMR 1041 Cesaer, F-21000 Dijon, France.

[cecile.detang-dessendre@inra.fr](mailto:cecile.detang-dessendre@inra.fr)

#### Pour en savoir plus

**Aubert F. et Schmitt B. (2014).** De l'économie rurale agricole à l'économie spatiale et régionale, 30 ans d'analyse des espaces ruraux, in P. Jeannaux et P. Perrier-Cornet (dir.), *Repenser l'économie rurale*. Versailles, *Update Sciences & Technologies*. Editions Quae, Versailles, France, 30-54.

**Blancard S., Détang-Dessendre C. et Renahy N. (coord) (2016).** Campagnes contemporaines. Enjeux économiques et sociaux des espaces ruraux français. *Update Sciences & Technologies*. Editions Quae, Versailles, France, 168 p.

**Cavailhès J., Dessendre C., Goffette-Nagot F. et Schmitt B. (1994).** Change in French countryside: some analytical propositions. *European Review of Agricultural Economics*, 21(3-4): 429-449.

**Cavailhès J., Brossard T., Foltête J.-C., Hilal M., Joly D., Tourneux F.-P., Tritz C. et Wavresky P. (2009).** GIS-based hedonic pricing of landscape. *Environmental and Resource Economics*, 44(4): 571-590.

**Cavailhès J. et Wavresky P. (2003).** Urban influences on periurban farmland prices. *European Review of Agricultural Economics*, 30(3): 333-357.

**Chakir R. et Le Gallo J. (2013).** Predicting land use allocation in France: a spatial panel data analysis. *Ecological Economics*, 92: 114-125.

**Denant-Boemont L., Gaigné C. et Gate R. (2018).** Urban spatial structure, transport-related pollution, and welfare. *Journal of Environmental Economics and Management*, 88 (In progress May 2018): 29-45.

**Gaigné C. (2011).** *Urbanisation et durabilité des systèmes alimentaires*. In Durabilité de l'alimentation face à de nouveaux enjeux. Questions à la recherche, Esnouf C., Russel M. et N. Bricas (eds) Rapport Inra-Cirad, (2011), chapitre 6, p. 96-111. Paru dans Pour une alimentation durable aux Editions Quae.

**Gaigné C., Riou S. et Thisse J.F. (2012).** Are compact cities environmentally friendly? *Journal of Urban Economics*, 72 : 123-136,

**Hilal M. (2010).** ODOMATRIX. Calcul de distances routières intercommunales. *Cahier des Techniques de l'INRA* (Numéro spécial 2010), 41-63.

**Jeanneaux P. et Perrier-Cornet P. (dir.) (2014).** *Repenser l'économie rurale*. Versailles, *Update Sciences & Technologies*. Editions Quae, Versailles, France.

**Krugman P. (1991).** Increasing Returns and Economic Geography. *Journal of Political Economy*, 99(3): 483-499.

**Legras S. (2016).** Localisation résidentielle et environnement: entre attraction et dégradation. In Blancard et al, Campagnes contemporaines. Enjeux économiques et sociaux des espaces ruraux français. *Update Sciences & Technologies*. Editions Quae, Versailles, France.

**Perrier-Cornet P. (2017).** Les sciences sociales et les mutations des mondes ruraux. *Etudes rurales*, 200(2), 28-41.

**Schmitt B., Perrier-Cornet P., Blanc M. et Hilal M. (éds.) (1998).** Les campagnes et leurs villes. INSEE, (Coll. Contours et Caractères). 203 p.

**Vizzari M., Hilal M., Sigura M., Antognelli S. et Joly D. (2018).** Urban-rural-natural gradient analysis with CORINE data: An application to the metropolitan France. *Landscape and Urban Planning*, 171, 18-29.